

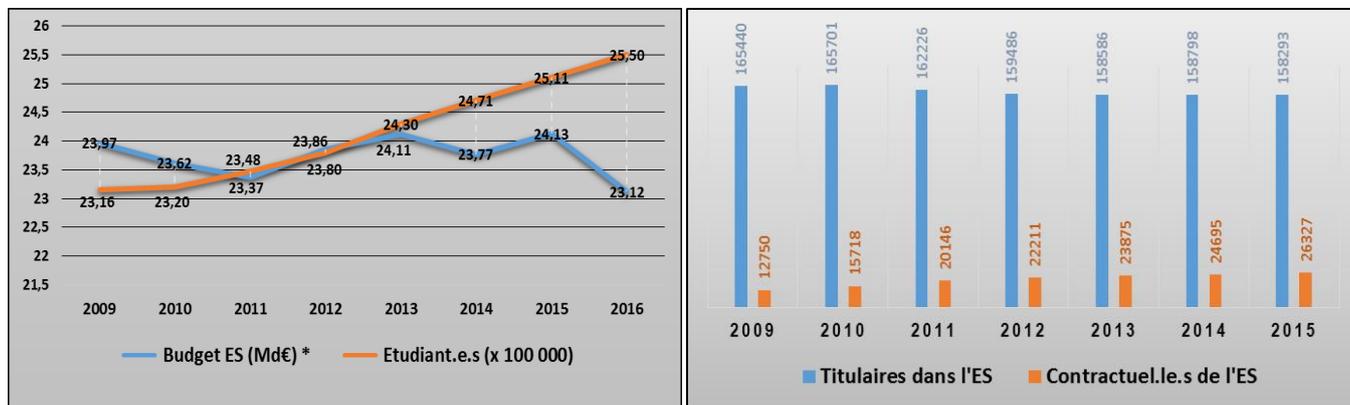
### La rentrée la plus difficile depuis 2009 !

Nous vivons et organisons **la rentrée la plus difficile depuis 2009**. En effet, depuis la mise en place de « l'autonomie » des établissements, **le budget** global de l'enseignement supérieur et de la recherche **est en baisse** (en euros constants), le nombre d'enseignant.e.s et d'enseignant.e.s-chercheurs/ses **titulaires est également en baisse** et le nombre **d'étudiant.e.s en hausse**.

**Notre budget est inférieur de 850 millions d'euros au budget de 2009**, ce qui correspond au montant des sommes distribuées annuellement au titre des « programmes d'avenir » (PIA). Ainsi malgré la communication gouvernementale, l'État n'a pas augmenté la part de la richesse nationale affectée à l'enseignement supérieur et à la recherche publics. Pire, **il a accru les inégalités**, réduit drastiquement les fonds récurrents de tous au profit de quelques-uns qui ont répondu à l'injonction de notre tutelle de fusionner avec les surcoûts humains et financiers que ces regroupements génèrent.

La précarité se développe. Entre 2009 et 2015 nous avons perdu 7150 emplois titulaires (1200 depuis 2012) tandis que le nombre de contractuel.le.s s'accroissait de 16600 (4100 depuis 2012). Ainsi, entre 2012 et 2015, loin de créer 4000 emplois comme le souhaitait le président de la République, **nos établissements ont dû utiliser la masse salariale de 5200 emplois** (310 millions d'euros) pour assurer leurs missions de service public ! Notre secrétariat d'État à l'enseignement supérieur et à la recherche a le triste record du plus haut taux de précarité de toute la fonction publique (33%).

Enfin, nous accueillons toujours plus d'étudiant.e.s. Compte tenu de la croissance démographique, du taux de réussite au baccalauréat et du souhait de la jeunesse de s'émanciper, de se former et d'accéder à un diplôme de l'enseignement supérieur, meilleur rempart contre le chômage, **depuis 2009, 180000 étudiant.e.s de plus** ont rejoint les bancs de l'université. **Cette année ce sont 40000 étudiant.e.s supplémentaires que nous allons accueillir** dans les conditions précédemment décrites.



\* budget calculé en milliards d'euros constants de 2009

Le **15 septembre** sera l'occasion de rappeler au gouvernement qu'un mauvais projet de loi adopté en force débouche sur une mauvaise loi dont **nous demandons l'abrogation**. La **loi Travail** organise des reculs sociaux pour les salarié.e.s du privé, pour nos collègues en charge de la formation continue et si elle n'est pas abrogée, certaines de ses dispositions risquent d'être transposées dans le droit des agent.e.s de la fonction publique. **Participons aux mobilisations contre la loi Travail !**

Enfin, une lueur d'espoir à propos de **l'impérieuse revalorisation de nos salaires**. Après les négociations sur l'amélioration du déroulement des carrières des enseignant.e.s de statut second degré, celles sur les carrières des enseignant.e.s-chercheurs/ses vont s'ouvrir cet automne. Les attentes sont considérables. Notre syndicat a imposé l'ouverture de ces négociations et il y prendra une part active.

Pour débattre des impacts de ce contexte sur nos conditions de travail et l'exercice de nos métiers, élaborer nos revendications, définir les actions à mener, entre nous et avec les collègues, **participons aux réunions de nos sections locales, organisons des assemblées générales** dans nos établissements, **mobilisons-nous !**